

Plus de 20 pays se joignent à l'UE et à l'ONU pour s'opposer au projet illégal de colonisation israélien dans la zone E1.

Description

Par la rédaction d'Al Jazeera, le 22 août 2025



Smotrich annonçant le projet israélien de diviser en deux la Cisjordanie occupée

Le Royaume-Uni, l'Australie et le Japon font partie des 21 pays qui ont condamné le projet israélien de construire une colonie illégale controversée en Cisjordanie occupée, affirmant que cela rend impossible toute solution à deux États pour les Palestiniens.

« Nous condamnons cette décision et demandons son annulation immédiate dans les termes les plus fermes », ont déclaré jeudi les 21 pays dans un communiqué commun, qualifiant le projet de construction israélien de « violation du droit international ».

Cette déclaration fait suite à l'annonce cette semaine qu'Israël allait officiellement aller de l'avant avec un projet de colonisation sur une bande de terre de 12 kilomètres carrés (4,6 miles carrés) à l'est de Jérusalem, [connue sous le nom de « East 1 » ou « E1 »](#).

Ce projet, qui prévoit la construction de 3 400 nouveaux logements pour des colons israéliens, isolera une grande partie de la Cisjordanie occupée de Jérusalem-Est, tout en reliant des milliers de colonies israéliennes illégales dans la région.

Jérusalem-Est revêt une importance particulière pour les Palestiniens, qui la considèrent comme le lieu idéal pour la capitale d'un futur État palestinien.

Le groupe de 21 pays a déclaré que tout projet de solution à deux États deviendrait impossible « en divisant un État palestinien et en restreignant l'accès des Palestiniens à Jérusalem ».

Ce groupe comprend la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne et la Suède.

La colonisation illégale « risque également de compromettre la sécurité et d'alimenter davantage la violence et l'instabilité, nous éloignant encore plus de la paix », a déclaré le groupe, tout en n'apportant « aucun bénéfice au peuple israélien ».

L'Autorité palestinienne, la Commission européenne et le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ont tous exprimé leur opposition au projet de colonisation de la zone E1 depuis qu'Israël a annoncé la nouvelle la semaine dernière.

« Conjugues la violence continue des colons et aux opérations militaires, ces décisions unilatérales alimentent une situation tendue sur le terrain et compromettent encore davantage toute possibilité de paix », a déclaré l'Union européenne dans un communiqué publié le 14 août.

Le ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich a déclaré que des colonies telles que E1 contribueraient à effacer la Palestine de la carte, alors même que l'État palestinien bénéficie d'une reconnaissance internationale croissante de la part des États membres de l'ONU.

« Cette réalité enterme définitivement l'idée d'un État palestinien, car il n'y a rien à reconnaître et personne à reconnaître », a déclaré M. Smotrich la semaine dernière.

date créée
2025/08/22